

Comptes rendus

Fresnette PISANI-FERRY, *Jules Ferry et le partage du monde*, préface de J. Paul-Boncour, Paris, Grasset 1962, in-8°, XI, 306 pages.

Le cas de Jules Ferry, son œuvre et la réputation qui lui fut faite, sont assurément un des paradoxes de l'histoire de la III^e République. Car, enfin, on croit rêver lorsqu'on lit les injures dont les journaux parisiens accablaient, après la chute de son cabinet, le Président du Conseil dont ils avaient quelque raison d'ignorer qu'il venait d'offrir à son pays l'Indochine, mais à qui ils devaient déjà la Tunisie, et le début d'une implantation à Madagascar. Voici comment s'exprimait la « belle époque », qu'on représente aujourd'hui comme un temps d'urbanité désuète, par la voix de Paul de Cassagnac dans le *Matin* : « Il est monté à la tribune comme on monte au gibet et l'égoût est sa tombe... Après avoir souri de défi, la peur, enfin, avait pris ce lâche à la gorge... Il tremblait, et, suprême mensonge, il a rougi... La figure semblait un immense crachoir... fleur politique éclore sur le fumier. » Est-ce donc là la voix d'un excité isolé ? « Le Pays » le traite de « galeux dont on s'éloigne », lui voit une « figure de valet pris la main dans le tiroir ». Et ainsi de suite. Il n'était pas indispensable que M^{me} Pisani-Ferry eût une conception particulièrement chatouilleuse de l'honneur familial pour désirer apporter quelques correctifs à ces portraits.

Licenciée ès-lettres, docteur en droit, lauréate du concours des thèses de la Faculté de Paris, M^{me} Fresnette-Pisani-Ferry a réagi en historienne. Elle a choisi d'étudier l'œuvre coloniale de l'homme qui, ainsi que le rappelle Paul-Boncour dans sa préface, fut avec Gambetta et Waldeck-Rousseau l'un des « trois grands » fondateurs de cette Troisième République qui a donné à la France « outre trois quarts de siècle de stabilité politique, cinq grands succès qui, sans parler des autres suffisent à sa gloire : les lois scolaires, l'école gratuite, obligatoire et laïque, la laïcité n'étant, pour ses fondateurs, que la garantie du respect de toutes les croyances ; l'armée à qui on doit la victoire de 1918 ; les alliances qui nous y ont aidés ; l'empire colonial qui, pendant quatre-vingts ans, a réalisé ce à quoi la Monarchie n'avait pu réussir ; la loi de 1884 sur les syndicats ». On peut ne pas partager l'enthousiasme du préfacier pour toutes ces réalisations ; on doit admettre, cependant, que l'œuvre de Jules Ferry, le Tonkinois, ainsi qu'on l'appelait par dérision, ne méritait pas les injures dont on l'abreuva.

Deux fois Président du Conseil, de septembre 1880 à novembre 1881, puis d'un des plus longs ministères de la III^e République, de février 1883 à avril 1885,

Jules Ferry, que la querelle scolaire absorbait et passionnait au point qu'il se réserva toujours, avec la présidence du Conseil, le portefeuille de l'Instruction Publique, se voyait forcé, en novembre 1883, par la démission de son ministre des Affaires Étrangères, de se charger de ce département. Son œuvre diplomatique et coloniale en gardera toujours un aspect fortuit, comme improvisé. Sa doctrine coloniale, pour autant qu'il en eût jamais, Jules Ferry l'a formée sous la pression des événements. Ainsi que le dit sa biographie : « Cet homme qui a donné à son pays la Tunisie et l'Indochine, qui a amorcé son implantation à Madagascar, en Afrique Noire, qui a eu la vision d'un Maghreb uni et lié à la France, qui a compris que la France devait être présente au partage du monde et qui, pour qu'elle le soit, a bravé l'impopularité, cet homme qui s'est montré en cela grand homme d'Etat, n'avait jamais songé au problème avant d'avoir en main le dossier. »

Qu'y a-t-il dans le dossier lorsque Ferry le reçoit ? Il y a une France isolée, mais qui se relève rapidement de ses ruines, au point qu'elle inquiète l'Allemagne de Bismarck au faite de sa puissance, qui craint une France éprise de revanche, adonnée au mythe de l'Alsace-Lorraine. Jules Ferry sait qu'il devra, avant tout, compter avec Bismarck, et qu'il ne peut espérer desserrer cette étreinte de fer que le chancelier, maître d'un système d'alliances poussé à sa perfection, impose à l'Europe. La revanche, J. Ferry le sait, est absurde ; en tout cas, elle est prématurée et dangereuse.

« Mais il y a un domaine dont, au début, Bismarck se désintéresse, une aventure dont ce grand esprit n'a pas saisi la portée, c'est le partage du monde. Jules Ferry non plus, n'avait pas appréhendé le problème. Mais lorsqu'il se pose à lui, il comprend. » J. Ferry s'efforcera donc de donner à la France, outre-mer, la puissance que Bismarck lui interdit en Europe ». Lorsque Bismarck, sous la pression de certains milieux d'affaires allemands, sera poussé à s'intéresser à l'outre-mer, il sera trop tard, la France et la Grande-Bretagne se seront taillé la meilleure part.

Sont significatives, à propos de la première attitude de Bismarck, les instructions qu'il donne, en 1880, à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris : « Il suffit que la France renonce aux conquêtes allemandes pour que nous lui soyons bienveillants (...). Le peuple français, grâce à une proportion plus importante de sang germanique, qui en fait la plus forte des nations romaines, peut prétendre à la position d'une puissance civilisatrice dans le monde latin aussi bien qu'en Europe. Par conséquent, si la France considère qu'il soit de son

intérêt d'élargir les bases de ses opérations politiques, elle peut compter, non seulement sur notre réserve, mais aussi dans certaines circonstances, sur notre appui. »

Cet appui, limité à « certaines circonstances », J. Ferry le recherche. Il y faut du courage, dans une France humiliée où la germanophobie est la passion dominante, la France de Déroulède et de Clémenceau. C'est Déroulède qui fait à J. Ferry cette réponse célèbre, alors que celui-ci cherche à le convaincre de la nécessité d'une expansion française outre-mer : « J'ai perdu deux enfants, et vous m'offrez vingt domestiques. » Mais c'est surtout Clémenceau qui, au nom de la « politique de recueillement », mènera contre la « politique d'expansion de Jules Ferry », un combat qui ne se terminera que par la chute de ce dernier. Jules Ferry aura donc à lutter à la fois contre la droite et contre l'extrême-gauche.

Malgré cette coalition, Ferry parviendra à conserver à la France, non pas l'amitié, mais l'appui tout à fait limité d'ailleurs, de Bismarck, dans la rivalité que ses grands desseins coloniaux ne peuvent manquer de susciter avec la Grande-Bretagne. Le deuxième ministère Ferry sera celui où la vieille rivalité franco-anglaise se réveillera. La lutte d'influence que, sans grand espoir, mais néanmoins avec obstination, Ferry engagera et poursuivra en Egypte avec l'Angleterre de Gladstone, cristallise cette rivalité qui ne peut que servir les intérêts de Bismarck. Une note a été retrouvée dans les papiers du chancelier, qui résume ses vues à ce sujet : « Soigner les désaccords entre la France et la Grande-Bretagne. »

Aussi, l'entente franco-allemande ne résiste-t-elle pas longtemps à la politique de bascule pratiquée par l'Allemagne. Elle permet cependant la réunion de la conférence de Berlin, qui dessinera la carte politique de l'Afrique et fixera le statut du Congo. Mais là les divergences ne tardent pas à apparaître. « Tandis que la préparation de la conférence de Berlin a permis aux Français et aux Allemands de constater leurs points d'intérêt commun et de faire assaut de bonnes manières, le Congrès lui-même fait ressortir les divergences de vue. » Ferry cherche à s'opposer à la création de l'Etat Indépendant du Congo, dont Léopold II sera le souverain, avec la bénédiction de Bismarck.

Les échecs de la diplomatie de Ferry en Egypte, et au Congo, seront compensés par ses succès en Tunisie où il prend de vitesse les Italiens pourtant solidement implantés, et au Tonkin.

Cette dernière entreprise coloniale, la plus impopulaire de toutes celles de Ferry est contée longuement par sa biographie. Cette main-mise sur l'Indochine, Ferry doit l'imposer au Parlement, un Parlement auquel il arrache les crédits « par petits paquets », selon son habitude, le mettant à chaque fois devant le fait accompli, engageant le drapeau français jusqu'au point où il lui est devenu impossible de reculer. La petite-nièce-biographe de l'homme d'Etat français est aussi l'épouse d'un ministre du Général de Gaulle ; lorsqu'on voit avec quelle bonhomie elle s'accommode de la dés-

involture que son parent manifeste à l'égard du Parlement : « Il est indéniable que Jules Ferry a trompé le Parlement. Pouvait-il ne pas le faire ? A vrai dire, le Parlement n'était pas mûr pour comprendre l'importance des conquêtes coloniales, ne réalisant pas que l'ère du partage du monde était ouverte. » « Sachant qu'il ne serait pas compris, ce parlementaire de race, loin de s'appuyer sur le Parlement, l'a dupé jusqu'au jour où, haï, il a été rejeté, au cours d'une des plus dramatiques séances de la Chambre. »

Des méthodes parlementaires peu orthodoxes, mais aussi des méthodes diplomatiques peu orthodoxes, et cela lui coûtera bien des mécomptes dans les négociations qu'il mène avec les Chinois, parallèlement à la guerre « non déclarée » qu'il leur fait, au Tonkin. Ne confie-t-il pas à un marin, le Commandant Fournier, un profane de la diplomatie, une importante négociation qu'il conduira, comme le dit M^{me} Pisani-Ferry, avec une « déplorable légèreté ». Le traité de Tientsin, source de bien des déboires pour Ferry, en est le résultat.

La question du Tonkin ne sera réglée définitivement qu'un an plus tard. Le traité de paix avec la Chine, aboutissement de l'œuvre de Ferry en Indochine, ne sera signé qu'après la chute de celui-ci à la suite d'une défaite sans importance d'une troupe française à Lang Son, défaite interprétée par une opinion française trop sensible, comme un nouveau Sedan.

Mais Jules Ferry, qui sait que la négociation est sur le point d'aboutir, que son œuvre est faite, affiche un sourire qui lui sera longtemps reproché, lorsqu'il monte à la tribune pour répondre aux interpellations. « Ce sourire était un sourire de mépris, écrit M^{me} Pisani-Ferry, celui de l'homme qui se voit traîné au banc d'infamie, alors qu'au fond de son cœur et de sa conscience, il sait qu'il ne le mérite pas, que la paix qu'on lui reproche de poursuivre en vain, est, en réalité, déjà faite. » Elle ajoute : « Connaît-on beaucoup d'hommes politiques qui, sachant que pour sauver leur ministère, il leur suffirait de révéler la vérité, une vérité dont ils peuvent être fiers, ne le font pas parce qu'ils ont promis le secret ? »

M^{me} Pisani-Ferry achève son intelligent plaidoyer par ce sobre bilan que J. Ferry dresse lui-même de son œuvre alors que, renversé, on l'attaque encore, et que ses amis le pressent de se défendre : « La paix est faite et le Tonkin est à nous. Devant le pays et l'histoire, c'est assez pour mon nom. On peut maintenant me faire mon procès. »

Dupond.

★

Yves SEGGIN, *La Belgique en 1965*, Bruxelles, Institut Belge d'Information et de Documentation, pour le Bureau de Programmation économique, 1963, 8°, couv. ill., cartes, plans, diagr., tab., 116 p.

Le Parlement a approuvé un programme d'expansion économique couvrant les années 1962, 1963, 1964

et 1965. La brochure dont il est question présente ce programme. Elle n'est pas un condensé. Rédigée à partir du document officiel, elle constitue une évocation d'ensemble. Telle quelle, cette brochure doit satisfaire le besoin d'informations du citoyen désireux de connaître l'évolution prochaine de l'économie belge.

« Le programme d'expansion trace le cadre général de l'expansion projetée pour notre économie dans les années à venir. Il indique l'évolution des grands secteurs d'activité ; il prévoit l'accroissement des revenus et du niveau de vie qui en résultera ; il définit les intentions du Gouvernement quant à l'utilisation des ressources publiques et indique les objectifs que sa politique poursuivra par priorité, ainsi que certains des moyens à mettre en œuvre pour les réaliser. »

Après une introduction, exposant la raison d'être et les caractéristiques de la programmation et du premier programme belge, les différentes parties de ce document sont examinées : la production, la population active et l'emploi, les exportations et les investissements, les revenus et leurs utilisations, enfin les conclusions générales.

Impeccablement présentée, la brochure est illustrée dans un esprit futuriste. Les illustrations, nombreuses et judicieusement choisies, les cartes, les plans, les diagrammes, les tableaux en font un outil précieux. L'ensemble donne de la Belgique un visage radieux. Cet ouvrage mérite de recevoir, outre une large diffusion dans le pays, une place de choix dans nos ambassades, légations et consulats. C'est une excellente carte de visite.

Wladimir S. Plavsic.

★

René DUMONT, Sovkhoz, Kolkhoz, ou le problème communisme, Paris, *Collection Esprit* « Frontière Ouverte » (1964).

Les ouvrages de M. René Dumont sont de merveilleux excitants de l'esprit. Ils sont vivants, concrets, clairs, bien écrits. Leur auteur voit les problèmes et le plus souvent les pose bien, même lorsque ses options politiques et ses « engagements » en obscurcissent quelque peu les données et les évidences.

Son dernier ouvrage qui traite des problèmes de l'agriculturation en URSS, est un modèle du genre. Que l'agriculture soviétique soit, depuis toujours, mal en point, est désormais le secret de polichinelle. Que malgré les milliards qui ont été engloutis pour en faire « l'agriculture la plus mécanisée du monde », elle ait encore, le plus souvent, les niveaux de rendement d'avant 1913 (huit fois moindre que le rendement américain, souligne M. Dumont, p. 178), voilà qui ne surprend plus : les achats de blé opérés en 1963, la décision de consacrer des sommes importantes à l'industrie des engrais chimiques, ne font que confirmer le diagnostic posé depuis longtemps par les spécialistes, Naum Iasny, Lucien Laurat, de l'agriculture soviétique.

Les causes de cet état de choses ? Le double handicap, évidemment, de la géographie et du climat ; mais

surtout l'héritage, bien plus lourd à porter, du stalinisme, concrétisé par la collectivisation brusquée des campagnes.

Le redressement « khrouchtchévien » amorcé dès 1953-1958, se ralentit déjà : la chose était prévue (1).

C'est que « les handicaps essentiels de l'agriculture persistent » (*op. cit.*, p. 64) :

Les quatre « bains de sang (guerre civile, collectivisation, purges de 1937, guerre de 1941-1945), dont trois, au moins, sont les conséquences directes du dogmatisme politique des bolchévicks ;

Le sous-développement de 1913, tout relatif, car il n'empêchait pas l'Empire des Tzars d'intervenir pour 30 à 40 % et plus dans le total de la production agricole du bloc : États-Unis, Russie et (future) Europe des Six, et d'occuper une place importante dans l'exportation des œufs, des céréales et du beurre ;

« L'effort militaire, si tendu à partir de 1935, puis à nouveau après 1950, et encore plus après 1958 » (qui) accapare une proportion excessive des ressources du pays » : fruit naturel de la constante agressivité soviétique et de l'impérialisme idéologique du communisme ;

« Le contrôle du parti récemment resserré sur les agronomes et les paysans, freinant toute initiative sérieuse », se substituant même aux spécialistes de l'administration. Sans commentaire.

Résultat de cet état de choses ? « L'agriculture soviétique reste en grande partie sous-développée. Et si l'Union Soviétique (en semi-disette) progresse beaucoup plus vite que l'économie (saturée) nord-américaine, le Japon dépasse très largement ses taux de croissance ; et l'Europe occidentale, qui a si bien repris en 1950, n'est pas encore battue » (*op. cit.*, p. 179).

Les perspectives ? Citons, une fois encore, M. René Dumont, qui est orfèvre en la matière : « Depuis 1930, aucun des plans agricoles soviétiques n'a été atteint. Depuis 1958, le progrès est redevenu très lent. Trop ambitieux, les plans agricoles soviétiques « 1970 » et « 1980 » ne seront sûrement pas atteints ; sauf réformes de structure extrêmement profondes, et irréalisables dans l'ambiance actuelle » (*op. cit.*, p. 262).

Pourquoi ? Parce que les Soviétiques se croient encore et plus que jamais en possession de « la Vérité » (*op. cit.*, p. 176). Parce que mandarins et bureaucrates paralysent tout élan créateur (p. 193). Parce que les marchés kolkhoziens se caractérisent par une « ridicule productivité » (*op. cit.*, p. 210). Parce que le Sovkhoz coûte cher (*op. cit.*, p. 228). Parce que le kolkhozien reste un prolétaire (*op. cit.*, p. 305).

Pour pallier pareil état de choses, il faudrait bâtir une économie plus rationnelle (*op. cit.*, p. 246), établir une fiscalité moins favorable aux privilégiés du régime (*op. cit.*, p. 249), atténuer le désordre des prix et des taux d'intérêt (*op. cit.*, p. 250), rétablir le profit (*op.*

(1) Contrairement à ce que croit M. DUMONT (p. 57 et sv.), l'opération « Terres Vierges » n'est pas un succès. Cf. notamment L. LAURAT.

cit., p. 258), « remettre l'homme au centre de l'économie », écrit M. Dumont (p. 262).

C'est-à-dire faire une révolution autrement profonde que celle d'octobre 1917. C'est beaucoup.

Y a-t-il des chances que le régime soviétique porte remède à tant de maux indurés, procède à des réformes aussi fondamentales ? Il faudrait tout d'abord que lui-même se déstalinisât et ici, nous sommes loin de compte (2).

« Le communisme ne progressera, écrit encore M. Dumont (p. 315) que par la contestation et l'humilité scientifique » : rien ni dans les publications soviétiques actuelles, ni dans la façon adoptée par l'URSS au cours de sa polémique avec la Chine populaire, ne permet d'espérer voir apparaître, dans un laps de temps raisonnablement prévisible, pareilles vertus.

Le voit-on faisant son autocritique (autrement que sur le cadavre de Staline, et en dénonçant le « culte de la personnalité », c'est-à-dire un aspect somme toute extérieur du stalinisme) ? Le voit-on analysant les leçons de la NEP, les raisons des succès obtenus par le secteur privé, malgré tous les obstacles et les entraves (*op. cit.*, p. 209) mis à son activité normale ? M. René Dumont lui-même, si grande que soit sa volonté d'honnêteté intellectuelle, cafouille quand il aborde ce problème. Il écrit (p. 205) : « En attribuant... une productivité plus élevée du travail au secteur privé, on porterait du même coup une condamnation totale de l'exploitation collective ». Et si tel était le cas ? M. Dumont s'y refuse évidemment, par attachement sentimental au « socialisme » de sa jeunesse, et c'est ce qui nous vaut quelques pages particulièrement embrouillées et hésitantes et qui, pour une fois, ne vont pas à l'essentiel (pp. 202-210). Peut-on imaginer que le régime communiste sera plus audacieux et plus lucide ?

Ce même attachement sentimental conduit l'auteur à déclarer (*op. cit.*, p. 323) que « le marxisme du XX^e siècle (lequel ? il en existe trente-six moutures) exige une révision » : le plus simple, le plus logique, le plus scientifique surtout ne serait-il pas, plutôt que de refaire le marxisme (une fois de plus), de repenser les données fondamentales de notre société, en dehors des sentiers battus et des préjugés passéistes ?

Même observation encore lorsque l'auteur parle de se mettre à « la recherche d'un socialisme humain éternellement imparfait et constamment perfectible » (*op. cit.*, p. 269), sans se demander, tout d'abord, si, dans l'état actuel des choses en URSS, et compte tenu du dogmatisme congénital de ses dirigeants, pareille recherche est possible.

Et puis que signifient de nos jours les mots « socialisme humain », pour ne pas dire « humanisme socialiste ? » Tout et rien.

A supposer même que socialistes et communistes « marxistes » procèdent jamais à pareil ressourcement — mais il n'y a aucune chance qu'ils le fassent — peut-on espérer, fût-ce un instant, qu'ils aboutiront à un accord ? Bernstein et Kautsky, et des dizaines d'autres doctrinaires, attestent depuis plus d'un demi-siècle que

celui-ci est impossible. Il serait plus sage et plus scientifique de se demander pourquoi plutôt que d'essayer de résoudre cette quadrature du cercle.

Faute d'un repensement du marxisme, quelle « voie socialiste » emprunter parmi celles qui se présentent à nous ? La russe ? De l'aveu même de M. Dumont, ce « premier essai historique n'est pas satisfaisant » (p. 315) : c'est le moins qu'on en puisse dire. « Cuba est plus exemplaire en politique qu'en économie (p. 275). Encore faudrait-il s'entendre sur ce qu'on appelle ici « politique ».

L'effort chinois a enregistré de graves échecs (p. 282), d'ailleurs prévisibles et qui avaient été prévus.

La « voie polonaise », la « voie yougoslave » réussissent — relativement — dans la mesure où elles ont rétabli certains mécanismes économiques classiques — le taux d'intérêt, la rente foncière, la recherche du profit, — ou renoncé à certaines formes d'organisation, le kolkhoze, par exemple (p. 271).

« La voie algérienne » (p. 278) n'a encore rien donné.

Quant au « socialisme africain », tel qu'il se dégage, si l'on peut dire, de la conférence de Dakar, de décembre 1962, le moins que l'on en puisse dire c'est qu'il est logomachique et nébuleux.

En fait, « le socialisme exigerait, pour réussir, certains préalables » (*op. cit.*, p. 288), et il est rien moins assuré que ceux-ci se rencontrent dans les pays en question. Le seraient-ils, qu'il ne serait pas encore démontré que le « socialisme » serait la voie la meilleure pour agriculturiser le secteur agricole.

C'est un fait que les pays de hauts rendements agricoles — les États-Unis, les Pays-Bas, Israël, la Scandinavie — ne sont pas des pays « socialistes », même si certaines formes de coopératives y sont poussées fort loin (*op. cit.*, p. 286), il faudrait peut-être tenir compte de ce fait plutôt que de s'accrocher indéfiniment à une foi séculière.

Telles sont quelques-unes des réflexions que suscite la lecture du très « provocative » ouvrage de M. Dumont. Il y aurait encore bien d'autres points à traiter ; mais nous pensons en avoir dit assez pour inciter le lecteur à se pencher sur ce livre passionnant et vivant.

Signalons encore qu'une bibliographie exclusivement de langue française, à deux titres près, à la fois restreinte et partielle, clôt l'étude de M. Dumont.

L. Moulin.

★

Jean MAITRON, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, 1789-1864, tome I : A à Cz*. Editions ouvrières, Paris, 1964.

L'idée première de cet ouvrage remonte à l'année 1955 : Jean Maitron, docteur ès-lettres avec une thèse

(2) Cf. L. MOULIN, A quand la déstalinisation en URSS ? *La Revue militaire générale*, janvier 1964.

sur le mouvement anarchiste en France jusqu'en 1914, secrétaire général de l'*Institut Français d'Histoire Sociale*, reçut plusieurs lettres d'historiens demandant des précisions sur tel ou tel militant du mouvement ouvrier français. Ces précisions, il n'était pas en mesure de les donner, personne n'était en mesure de les donner. Car il n'existait alors aucun instrument de travail auquel on pût se reporter.

L'*Encyclopédie socialiste*, publiée sous la direction de Compère Morel, de 1912 à 1921, ne fournit que quelques indications biographiques ; elle est d'ailleurs vieillie. L'*Encyclopédie syndicaliste* entreprise en 1912 par Griffuelhes et Jouhaux n'a pas dépassé la lettre A. L'*Encyclopédie anarchiste*, commencée en 1934 sous la direction de Sébastien Faure, n'a publié qu'un volume consacré à un exposé théorique. Il existait donc une lacune évidente qu'on pouvait, qu'on devait essayer de combler.

**

Une fois au travail, l'équipe rassemblée par Jean Maitron a jugé que les cent cinquante années qu'il s'agit de couvrir (1789-1919) gagneraient à être divisées en quatre périodes :

1789-1864 : De la Révolution française à la fondation de la Première Internationale.

1864-1871 : l'Internationale et la Commune.

1871-1914 : De la Commune à la première Guerre Mondiale.

1914-1939 : De la Première à la Seconde Guerre Mondiale.

La division soulève immédiatement une objection : où trouvera-t-on le militant dont l'action se déroule dans plusieurs périodes. Blanqui par exemple ? Morcellera-t-on sa biographie ? Non. La biographie complète figurera dans un volume : Blanqui, né en 1805 à Puget Théniers, mort à Paris le 1^{er} janvier 1881, est étudié en entier dans ce premier tome de la première période consacrée à la « préhistoire » du mouvement ouvrier.

Le cadre chronologique tracé, il fallait définir ce qu'on entendait par mouvement ouvrier. Du côté du Catholicisme Social, on a éliminé ceux qui n'ont été que les promoteurs de bonnes œuvres. Du côté des révolutionnaires de 1789 et des républicains, on a écarté ceux qui ne se sont jamais souciés personnellement de la classe ouvrière. Les noms de tous les animateurs des journées populaires des Révolutions ne figurent donc pas ici ; mais Marat, Robespierre et Saint-Just y ont leur place. Car « ils ont vécu une seconde fois au dix-neuvième siècle et justement dans le cœur, dans la pensée de prolétaires parisiens ou lyonnais engagés dans l'action ouvrière, sur le plan professionnel et sur le plan politique ».

Chaque fois qu'ils l'ont pu, même s'ils n'étaient en mesure, faute de documents, que de leur consacrer quelques lignes, les auteurs ont tenu à faire place aux « obscurs, ceux que parfois révèle le hasard d'une poursuite judiciaire ou d'une brève information parue

dans la presse, qu'ils aient participé à des manifestations contre la vie chère, à l'organisation de grèves illicites, à la vie sociale des compagnonnages, ou à des troubles « luddites ».

Quant aux écoles de pensée, on a tenté de les regrouper, en énumérant les Saint Simoniens après Enfantin, les fourrières après Considérant, les signataires du Manifeste des Soixante après Henri Lefort.

**

Telles sont les clés de l'ouvrage monumental dont voici le premier tome.

Le livre n'est naturellement pas destiné à être lu de bout en bout, mais il se feuillette avec le plus grand intérêt ; on ne le referme qu'à regret, en se promettant d'y revenir bientôt.

Ça et là, quelques observations. Il ne me semble pas qu'on ait donné à la candidature Acolas en février 1876, l'importance qu'elle mérite d'avoir. Dans un discours à la Chambre des Députés, le 20 novembre 1894, Paul Deschanel a déclaré que c'était la première manifestation légale en faveur du socialisme depuis la Commune et semaine sanglante. Est-ce négligeable ?

D'autre part, dans le lot des collaborateurs, il paraît curieux d'étiqueter « historiens sociaux » des militants socialistes, syndicalistes ou communistes qui sont beaucoup moins « historiens sociaux » que tel universitaire connu et dont il serait intéressant que les lecteurs pussent savoir qu'ils ont occupé des fonctions électives.

Critiques vénielles. Ce premier volume est particulièrement riche en militants de premier plan : pour la période de la Révolution Française : Couthon et Babeuf ; pour la Monarchie censitaire : Barbès, Bazard, Béranger, Louis Blanc, Blanqui, Buchez, Buonarrotti, Cabet ; pour le Second Empire : Michel Chevalier, Corbon et Beslay.

Dès aujourd'hui, et sans attendre les nombreux tomes qui suivront, il apparaît qu'on ne pourra plus parler ou écrire sur l'histoire du mouvement ouvrier français sans se reporter à cette entreprise magistrale. Félicitons ses auteurs pour avoir « osé » et souhaitons qu'ils mènent leur énorme tâche à son terme et même au-delà de 1939.

G. Lefranc.

*

H.R. TREVOR-ROPER, *Les derniers jours de Hitler*, préface de André François-Poncet, Paris, Calmann-Lévy, 1964.

C'est un très beau livre que celui de H.R. Trevor-Roper, passionnant comme un roman, allègrement écrit, solide, minutieux et scrupuleux.

Dix-sept ans après l'avoir publié, son auteur en donne une nouvelle édition, enrichie d'une introduction qui sert de mise au point. Il en ressort que, malgré l'avalanche des documents nouveaux qui s'est

abattue sur les historiens de cette époque, « aucune erreur importante n'est à rectifier » (1), « aucune omission capitale n'est à réparer » (2), aucune conclusion n'est contredite (p. 23).

Peut-on faire plus beau compliment à un historien travaillant une matière aussi brûlante et aussi immédiate ?

Sur ce que fut l'atmosphère délirante du *Bunker*, les derniers jours qu'y vécut Hitler, sur les conflits qui opposèrent ceux qui se disputaient — en avril 1945 ! — la succession d'un Führer devenu une épave démente, sur l'atmosphère finale de *Gotterdammerung* volontairement entretenue par Goebbels afin de préparer la résurrection du nazisme, M. Trevor-Roper apporte une foule de renseignements précis, curieux, concrets qui font de son récit une œuvre du plus haut intérêt.

Le dernier chapitre, « Epilogue » (pp. 335 à 340) intéresse plus spécialement le politiste. Qu'y trouvons-nous, sinon une nouvelle confirmation de l'aphorisme formulé par Lord Acton : « Le pouvoir tend à corrompre et le pouvoir absolu corrompt absolument ».

Le « génie politique » de Hitler (pp. 328, 329 et 332) n'a pas échappé à cette règle. Lorsque ses triomphes l'eurent amené à croire en son infailibilité, il ne se crut « plus tenu à recourir à cette adresse politique, à cette patience et à cette souplesse, qui ne sont, après tout (je souligne) que l'aveu d'une possibilité de faiblesse ou d'erreur ». Dès lors, ses erreurs ne pourront plus être redressées, et en cumulant leurs effets, finirent par devenir monstrueuses.

Démobiliser quarante divisions à l'automne de 1941; donner l'ordre, à la même époque, à l'industrie de reprendre la fabrication des produits de consommation; déclarer la guerre aux États-Unis en décembre 1941, relèvent évidemment d'un irréalisme d'autant plus grave que rien ne peut le redresser ou l'éclairer.

La remarque vaut pour les décisions militaires : Hitler y avait quelque talent. La chose paraît peu contestable (cf. pp. 65 et 332-334); mais l'abolition de toute possibilité de pensée critique, d'objectivité, de réalisme, finit par « rendre la stratégie de Hitler aussi calamiteuse pour son pays que sa politique ».

Tel est le sort des dictatures, quelles qu'elles soient. Inconditionnelles, par définition, elles finissent par devenir inefficaces par nature (p. 335). Elles créent, de toutes pièces, des dieux — mais que valent des dieux qui sont faillibles et comment corriger ceux qui, comme le Duce, « ont toujours raison ? » — mortels par surcroît, et, dès lors, se pose l'inextricable problème de la succession que ni les empereurs romains, ni M. Khrouchtchev (3) n'ont jamais réussi, à résoudre de façon correcte, parce que, tel qu'il est posé, il est insoluble.

M. Trevor-Roper explique fort bien pourquoi (pp. 331-332) : « Les candidats à cette succession sont inévitablement ceux qui sont parvenus à concentrer entre leurs mains, au moment de la mort, la fraction de pouvoir la plus large et la plus importante. Ceux-là même qui ne peuvent aspirer à cette succession doivent s'armer pour pouvoir survivre sous le successeur.

Derrière leur façade totalitaire, les dictatures sont, dans une très large mesure, de nature centrifuge : le gouvernement d'une cour entraîne une anarchie politique, où des feudataires jaloux, disposant d'armées et de ressources particulières, se disputent secrètement, et peuvent même lutter ouvertement, pour la dévolution ou la préservation de leur pouvoir. En fait, ni une cour ni une féodalité ne constituent des terrains bien favorables à l'intelligence politique, aussi les ambitieux échouent-ils souvent ridiculement dans leurs ambitions. Les satrapes de Cromwell disparurent, après une courte lutte, devant une autorité plus traditionnelle, et les *Bonzes* de Hitler complotèrent stupidement pour s'assurer un trône auquel il ne pouvait pas y avoir de successeur. Les caractères de la dictature moderne — son orgueil inquiet, son isolement intellectuel délibéré — limitent encore les possibilités d'y voir se développer l'intelligence politique ; ils mènent directement à ce paradis de fous, politique et mental, dans lequel des personnages comme Goering, Goebbels et Himmler, avec leurs drogues et leurs parfums, leur nihilisme et leur mysticisme, leurs flatteurs et leurs astrologues, peuvent être déterminants en politique, et où des imbéciles tels que Ribbentrop, Schellenberg et Schwerin von Krosigk peuvent être considérés comme des lumières en matière de politique étrangère ».

Voilà qui est fort bien dit et qui éclaire du même coup l'atmosphère qui régnait aussi au Kremlin du temps de Staline et explique les difficultés auxquelles s'est heurté M. Khrouchtchev pour vivre et survivre à la cour du tyran géorgien, et pour s'imposer ensuite, après sa mort, naturelle ou non.

*
**

Il est permis de se demander comment un grand peuple, comme le peuple allemand, a pu mettre au pouvoir une clique de fous, d'assassins et de névrosés comme il est incontestable que furent les chefs du national-socialisme.

A cette question angoissante, M. François-Poncet répond : « Hitler est apparu, dans un temps trouble, comme une sorte de Messie appelé par les vœux de la foule. Il a été le point de rencontre, la matérialisation des ambitions, des rancunes, des haines, des nos-

(1) Une prochaine édition devrait toutefois corriger des erreurs aussi grossières que celles des pages 9 et 12, où, par deux fois, le texte parle du mois de « mai », alors qu'il s'agit évidemment du mois « d'avril ».

(2) Notons que, dès 1945, les Soviétiques refusèrent de collaborer avec les Services de renseignement alliés (cf. p. 13, 16, 22 et passim) chargés d'établir la vérité sur « les derniers jours de Hitler ». Pour des raisons restées mystérieuses, la thèse russe fut que Hitler avait réussi à s'enfuir (cf. pp. 33-35) et qu'il était vivant (p. 37). Peut-être la seule raison de pareille obstination fut-elle (p. 41) qu'une « affirmation hâtive » de Staline devint « par le simple mécanisme de la puissance idéologique, une vérité nécessaire ».

(3) Y.V. Marin, *Khrushchev's 70th Birthday and the problem of choosing his successor*, Institute for the study of the USSR, 9 juin 1964, n° 322.

talgies, des rêves anciens, des passions profondes, des préjugés séculaires de millions et de millions d'Allemands. Avant de devenir une voix, il a été un écho ».

J'aime moins l'explication de M. Trevor-Roper. « Il faut rechercher, écrit-il (p. 337), une autre explication si l'on veut comprendre la docilité du peuple allemand, et la trouver peut-être dans ce trait décevant de son caractère qui le fait désespérer de la politique.

Il ne faut pas, naturellement, en isolant ainsi des traits de caractère, tomber dans l'erreur du racisme. Ces traits de caractère n'émanent pas du sang ou du climat allemands, mais des habitudes de pensée et des traditions gouvernementales auxquelles les Allemands ont été accoutumés. Leur histoire se caractérise par une série d'échecs politiques si continus qu'ils sont devenus une tradition — tradition qui, en retour, prend une apparence d'inévitabilité. Quels sont les hommes politiques allemands qui ont réussi ? pourrait se demander un Allemand, et il se répondrait : « Frédéric le Grand et Bismarck — les hommes de fer et de sang. D'un autre côté, quel mouvement libéral ou populaire a jamais réussi en Allemagne ? Les libéraux romantiques de 1815-1830 se perdant en rêveries stériles dans les universités provinciales ? Les avocats et les hommes d'affaires de 1848, exposant solennellement leurs théories à Francfort ? La République de Weimar, silencieusement détruite, de l'intérieur, par Bruening, puis balayée par les nazis sans même l'éclat d'une

révolution ? Les Allemands se persuadent facilement, avec ces faits et d'autres analogues, que si la raison peut agir chez les autres, seule la force peut réussir chez eux. »

La citation est longue, mais il est nécessaire qu'elle le soit, si l'on veut comprendre la thèse de Trevor-Roper. Celle-ci ne me paraît pas concluante. Comme historien et comme sociologue, je me méfie des explications qui font intervenir « le caractère national » ; je sais trop combien change, au cours des ans et des siècles, le contenu de ces mots.

Il n'est aucun peuple en principe plus indocile, plus prompt à la riposte, plus révolutionnaire que le peuple français ; mais il n'est aucun peuple d'Europe qui ait subi, autant que lui, l'attrait des généraux et le charme des *pronunciamientos* : des Bonapartes à Mac-Mahon, de Boulanger à Mac-Mahon, de Pétain à de Gaulle.

Faudrait-il en conclure que le peuple français pallie ses échecs et ses impasses politiques en recourant aux formes les plus variées du bonapartisme ? Je n'en crois rien.

De même, la tragique aventure du peuple allemand ne peut ni ne doit s'expliquer par aucun « trait de caractère », historique ou non, inhérent à sa nature et en quelque sorte indélébile.

Qu'il ait vécu une crise de pathologie politique, est un fait certain ; mais pareille crise pourrait éclater dans la plupart des grands peuples du monde moderne.

L. Moulin.

